

Ce que je suis sur le point de dire vous fascinera sûrement, monsieur le Président. Je me rappelle avoir entendu, pendant un débat au début des années 80, le critique financier d'alors, maintenant ministre des Finances, dire que les taux d'intérêt élevés étaient acceptables. Il s'était rendu à Montréal pour prononcer un discours devant la Chambre de commerce. Il avait dit que le gouvernement ne pouvait rien aux taux d'intérêt élevés, qu'ils dépendaient de l'économie et que nous devions nous en accommoder. Au même moment, des députés conservateurs assis à ses côtés se levaient à la Chambre de communes pour réclamer que le gouvernement de l'époque fasse baisser les taux d'intérêt. Si un simple citoyen d'une région isolée voulait savoir ce que pensaient les conservateurs, il avait le choix entre la position «Michael Wilson», selon laquelle les taux d'intérêt étaient élevés parce qu'il le fallait bien, et la position prise par d'autres députés conservateurs, qui réclamaient une baisse des taux. C'est très révélateur.

Dès que les conservateurs sont arrivés au pouvoir, il y a eu un affrontement au sujet de l'universalité. Le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Hees), mon bon ami et collègue, s'en rappelle très bien. D'une part, le ministre des Finances affirmait que nous n'avions pas les moyens de nous offrir l'universalité. Un autre député disait cependant que l'universalité était un dépôt sacré. Qui était-ce?

**Le président suppléant (M. Charest):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député de Hamilton Mountain.

**M. Deans:** J'y reviendrai.

**Le président suppléant (M. Charest):** Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

## REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

## DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

### LE TOURISME

#### LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT—LES CONSÉQUENCES

**M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent):** Monsieur le Président, plusieurs secteurs ont été durement secoués par le budget Wilson, et spécialement l'industrie touristique. Il y a au moins une dizaine de mesures qui affecteront le tourisme: l'augmentation de 4 p. 100 de la taxe d'accise sur l'alcool et celle de 6 p. 100 sur le tabac; l'augmentation de 1 p. 100 de la

### Article 21 du Règlement

taxe de vente qui frappe encore l'alcool, le tabac et, en plus, l'essence; la taxe d'aéroport qui passe de 9 à 10 p. 100; la coupure de 100 millions de dollars dans le budget de VIA Rail; l'imposition d'une surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu, diminuant le pouvoir d'achat des touristes canadiens; une coupure de 100 millions dans le programme de stratégie de l'emploi et dans Défi '86 dont plusieurs emplois étaient reliés au tourisme.

Autant de mesures qui vont acculer au pied du mur une industrie pourtant vitale à l'économie canadienne et qui, pour avancer, doit travailler d'arrache-pied pour passer par-dessus tous les obstacles...

**M. le Président:** A l'ordre! Les 60 secondes sont écoulées.

\* \* \*

[Traduction]

### L'AGRICULTURE

#### LE SECTEUR CANADIEN DE LA PRODUCTION SUCRIÈRE

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, les producteurs attendent depuis plus d'un an que le gouvernement s'engage fermement à préserver le secteur canadien de la production sucrière.

Nous savons gré au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) de ses efforts qui ont enfin abouti à une promesse, même vague, et à l'annonce d'une mesure provisoire. Mais tout cela n'est que provisoire.

Quand versera-t-on les 30 millions de dollars au titre du programme de stabilisation que l'on doit encore aux producteurs de l'Alberta? Que fera-t-on au sujet des divers prélèvements et des prix-plancher temporaires? Que va-t-il arriver aux producteurs de sirop de maïs dont on a à peine parlé? Quels sont les détails du programme de stabilisation qui n'a pas encore été négocié? Assurément, cette vague annonce n'est pas le résultat final de 18 mois de travaux.

Nous attendons impatiemment que le gouvernement prenne un engagement ferme et de long terme pour le secteur et nous espérons que l'optimisme d'aujourd'hui n'aura pas été vain.

\* \* \*

[Français]

### L'ADMINISTRATION

#### LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

**M. André Plourde (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Monsieur le Président, on a beaucoup parlé de la nécessité de réduire le déficit. Voici des déclarations faites lors de la campagne électorale par un membre important du gouvernement libéral.

En juillet 1984, il disait: «Il faut réduire les dépenses gouvernementales. Il y a beaucoup d'espace pour couper dans les dépenses et les chevauchements. Je pense que cette réduction de dépenses pourrait nous permettre d'économiser des milliards de dollars.»